

Remis le 6.8.43 à 16h. par M. Mussolini - (exposé de M. Pirelli) - P.S.
Recueil d'opinion compétente

- 1). Le Gouvernement Italien n'a pas jusqu'ici fait d'approche officielle ou officieuse chez les Alliés pour négocier la paix
- 2). La situation du Vatican est délicate; il ne pourrait prendre une initiative que pour une paix générale. Toute initiative pour aider l'Italie de sortir de la guerre risquerait de préjudicier gravement la situation de l'Eglise chez les 37 millions de catholiques en Allemagne
- 3). Le désir du Gouvernement Italien d'arriver à une paix le plus tôt possible n'est pas en doute. Ce désir est à la base de toute sa politique actuelle, malgré les déclarations faites de continuer la guerre et celles qui très probablement devront être confirmées tout prochainement, c.à.d. à la conclusion des discussions qui sont actuellement en cours entre les Gouvernements Allemands et Italien
- 4). L'ouverture de négociations pour la conclusion d'un Armistice et de la paix ensuite est exclue dans les circonstances actuelles. La situation force l'Italie, du moins pour quelque temps, de continuer la guerre, ne fût-elle que formellement
- 5). Les Alliés demandent à l'Italie de se rendre à discrétion. Indépendamment de l'iniquité que cette condition revête en vue des récents événements, on se demande comment les Alliés ne se rendent pas compte que, même s'il existent en Italie des courants favorables à la paix:
 - a) il existe aussi un sens de l'honneur et de dignité très prononcé concernant la façon et le moment dans lesquels une paix peut devenir réalisable dans l'intérêt général
 - b) si l'Italie devait se rendre à l'invitation alliée, tout en restant également le champ de bataille et de destruction des deux Puissances adversaires, la seule alternative qui lui s'offre est de continuer la guerre jusqu'au bout de ses forces, en sauvant son honneur et sa dignité
 - c) la soumission de l'Italie provoquerait aujourd'hui des graves réactions immédiates allemandes contre elle (occupation totale, punition des milieux favorables à la paix, résurrection du système fasciste, introduction de méthodes déjà connues dans les pays occupés)
- 6). L'opinion publique italienne jugerait comme profondément injuste et réagirait en conséquence si, après que l'Italie a spontanément renversé Mussolini et le Fascisme - but déclaré de la guerre des Alliés - et l'ayant fait sans négocier préalablement avec les Alliés, ces derniers voudraient faire précéder de l'Italie le principal champ de bataille du 2^e front
- 7). On doit en effet penser que toute intensification de l'offensive alliée contre le continent italien, même dans l'air seulement comporterait immédiatement en Italie des puissants renforcements allemands, surtout blindés et motorisés. Ces ren



ments peuvent facilement être justifiés par des motifs stratégiques et en faisant appel au Gouvernement et peuple italien de participer à la guerre de défense nationale appuyée par les nouvelles forces. En réalité cette politique de renforcements des armées allemandes poursuivrait le but évident de resserrer toujours plus le contrôle déjà puissant que l'Allemagne exerce sur l'Italie

- 8). Mais si malgré ce qui précède, les Alliés devaient continuer à penser que l'Italie doit faire coïncider le changement de régime politique avec la capitulation militaire, il faut se rappeler:
 - a) que les forces très considérables dont l'Allemagne dispose déjà maintenant en Italie peuvent être augmentées rapidement et préjudicier pour toujours la volonté du Gouvernement Italien de préparer la paix
 - b) que le revirement politique en Italie a créé dans l'esprit des éléments dominants en Allemagne une réaction, dont on ne peut ignorer les dangers, de sorte qu'il est facile de déduire quelles seraient les conséquences immédiates et inévitables, si l'Italie donnait suite aux demandes alliées
- 9). Si l'Italie dans ce moment critique devait donner même seulement un signe de faiblesse dans ses manifestations officielles ou officieuses, qui pourrait être interprétée comme une tendance contre la continuation de la guerre, il faut prévoir avec certitude, que cela déclancherait une réaction immédiate dans le susdit sens
- 10). Il paraît donc indispensable que les Alliés ne créent pas une situation irréparable en exigeant une décision immédiate, qui amènerait pour l'Italie des conséquences désastreuses, alors que:
 - a) aucun avantage stratégique ou militaire - et peut-être le contraire - en résulterait pour les Alliés
 - b) la misère s'accumulerait en Italie et le sentiment public en rendrait responsable finalement non seulement l'Allemagne mais aussi les Alliés
- 11). En outre une telle politique des Alliés finirait par isoler économiquement la Suisse et créerait une situation extrêmement délicate pour d'autres milieux (Vatican)
- 12). Si au contraire les Alliés se décident à faire une politique réservée (tout en continuant sur base restreinte la guerre dans l'air), en tenant compte de tous les aspects du problème, l'avenir pourra ouvrir dans l'intérêt général - et probablement dans un avenir rapproché - des possibilités diverses de celles qui peuvent être examinées actuellement. Une telle politique des Alliés donnerait à l'Italie une certaine liberté d'action dont elle pourrait se servir après le rapatriement de ses armées de l'étranger et d'un engagement à fond allemand ailleurs
- 13). Il ne faut pas perdre de vue aussi la situation intérieure de l'Italie, qui est pleine de dangers après trois années de guerre exténuante, qui a été voulue par le Fascisme et qui pourrait se

cloturer par une réaction de l'extrémisme communiste, si le pays devait passer encore à travers les épreuves d'une guerre sur son sol entre l'Allemagne et les Alliés, de laquelle le pays ne pourrait sortir que dans une situation dans laquelle les meilleurs éléments d'ordre et de conservation seraient anéantis, et qu'il y aurait division du pays et des luttes intérieures.

Cette réaction à l'intérieur peut se produire même prochainement, si les Alliés intensifient leur offensive aérienne, c.à.d. si les Alliés ne peuvent être convaincus d'adopter une politique d'attente pour donner au Gouvernement Italien la possibilité d'arriver à la paix avec une préparation patiente et ordonnée

- 14). Tout ce qui précède est dominé aussi par le facteur économique (fourniture de charbon pour assurer l'occupation de la main-d'oeuvre, matières premières, transports etc). Il s'agit là de problèmes qui dans l'intérêt général ne peuvent être résolus dans une atmosphère de pression extérieure et de désordre à l'intérieur. Si demain l'Allemagne soupçonne une tendance quelconque chez le Gouvernement Italien de préparer la sortie de la guerre, elle arrêtera d'un coup les fournitures de charbon; dans ce cas le chaos et l'anarchie sont inévitables.

Pour les raisons exposées ci-dessus, le Gouvernement Italien ne peut en aucune façon s'exposer à prendre une initiative quelconque, soit auprès des Alliés, soit par l'intermédiaire d'une Puissance neutre. C'est là la raison pourquoi cet exposé n'a pas été présenté ou a été porté à la connaissance de la Légation d'Italie à Berne ou de notre Légation à Rome; pour ce fait j'ai été demandé de m'assurer à ce que la plus stricte réserve soit observée à ce sujet.

En vue des relations d'amitié qui ont toujours liées La Suisse et l'Italie, la question a été posée, si le Gouvernement Suisse de sa propre initiative pourrait porter à la connaissance des Gouvernements Alliés les faits essentiels de cet exposé, soit comme étant le résultat des enquêtes faites par lui dans l'intérêt général, soit comme représentant sa propre opinion.

J'ai été prié de souligner l'extrême urgence que ~~revête~~ revête le problème, puisque chaque jour que l'attitude actuelle des Gouvernements alliés et l'offensive aérienne dans son intensification continuent, peuvent provoquer des développements irréparables.

====

Berne, 6 août 1943.

*Reponse
negative
cela va de soi*

